

RÉSISTANCE SOCIALE



La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

SOMMAIRE

p.1 : L'édito / p.2 : Solidarité internationale / p.3 à 6 : Place au débat / p.7 : Coup de gueule / p.8 : Hommage à Bernard DEFAIX

L'ÉDITO

Il a donc parlé. Après 3 semaines de silence devant une révolte populaire d'une ampleur inégalée depuis des décennies, E. Macron s'est décidé à s'adresser aux Français par une allocution télévisée de 13mn. En attendions-nous vraiment quelque chose ? J'en doute. Mais, s'il y avait quelques indémodables optimistes, les voilà ramenés à la dure réalité. Qu'a-t-il annoncé ?

*Une augmentation de 100€ mensuels du SMIC. Mensonge.

L'employeur ne paiera rien ; il n'y aura aucune cotisation (donc de droits liés) sur ces 100€. Il s'agit, en fait, d'une légère augmentation de la prime d'activité payée, elle, par les impôts des Français. Et encore ne s'agit-il que d'une anticipation du rattrapage promis, qui devait se faire en 3 fois (30€ en avril 2019, 20€ en avril 2020, 20€ en avril 2021). Tant mieux pour l'avance... mais il n'empêche que l'augmentation réelle de cette prime d'activité assumée par l'État sera de... 30€ !

*Les retraités sont salués avec insistance... mais récupèrent des miettes : la hausse de la CSG est suspendue pour 2019 pour ceux dont le montant brut de la pension est inférieur à 2000€ ? Chacun a bien compris qu'il s'agit d'un « reculer pour mieux sauter » !

*Autre mesure : la défiscalisation des heures supplémentaires. Qui peut mieux en parler que Castaner, avant qu'il soit ministre ? Je cite : « La défiscalisation des HS, c'est 4 milliards de coût et 100 000 emplois perdus, ne l'oublions pas ». Nous n'oublions pas, Monsieur Castaner : eh oui, à part un nouveau cadeau au patronat, cette mesure n'apporte rien. Que dire de plus ?

*Que E. Macron ose regretter la disparition des services publics... quand il l'organise avec méthode et sans nuance par ailleurs.

*Qu'il n'est absolument pas question de revenir sur la suppression de l'ISF. Quand on est le président des riches,

on le reste ! Et on prétend que les pauvres ont bien de la chance d'avoir des riches pour que ça « ruisselle ».

*N'évoquons pas la demande d'E. Macron au patronat de consentir à octroyer une prime exceptionnelle à leurs salariés. Sans commentaire sur le sérieux de ces propos ! Ça ne vous rappelle pas une autre « blague », lorsqu'il avait suggéré poliment aux propriétaires de baisser les loyers ? A propos, cependant, il est le « patron » des fonctionnaires. Vont-ils avoir droit à cette prime ?

*N'évoquons pas non plus l'exil fiscal ! Mais sachez-le : ce n'est pas bien. Quand E. Macron veut se donner des airs de président à l'écoute, voilà ce que ça donne ! Il ne réussit même pas à masquer sa condescendance. Il n'a pas, non plus, réussi à tromper.

Ne négligeons pas cependant ce qui apparaît comme la première reculade. E. Macron a bien essayé de laisser son fusible de Premier ministre monter seul au créneau. Il a dû finir par accepter de se mouiller. Le « président-financier » cristallise en fait la rancœur –pour ne pas dire plus- des gilets jaunes et au-delà, des salariés, des couches populaires et moyennes qui le manifestent sur l'air de « Macron démission ».

Bref, si ces concessions n'en sont pas vraiment, il en a beaucoup coûté à cet arrogant personnage de venir les exposer, lui-même, devant les Français. Et cela est une première victoire que nous devons à cette mobilisation populaire spontanée.

Ce mouvement pourrait faire vaciller les libéraux qui règnent sans partage depuis trop d'années au point où Macron se croyait tout permis, y compris un mépris désinvolte pour son peuple. Si à cette révolte populaire se joignait un mouvement social d'ampleur, l'avenir pourrait s'écrire autrement. Que les gilets jaunes et les gilets rouges se rejoignent. C'est l'espoir que nous voulons porter à Résistance sociale.

Marinette BACHE

SOLIDARITE INTERNATIONALE



Bilan des élections de mi-mandat aux États-Unis

Par Alexis Martinez

Avec le temps qui passe et le scrutin qui finit d'être dépouillé, on constate petit à petit l'ampleur de la victoire démocrate lors des élections de mi-mandat aux États-Unis. Et elle est proprement folle.

A l'heure actuelle, et alors qu'il reste encore 2 sièges en suspens, les Démocrates ont réuni 53,1% des suffrages et 234 sièges, soit une avance de 8 points et 8,8 millions de voix sur les Républicains, et une progression de 41 sièges.

Déjà, et pour le coup plusieurs articles s'en sont fait l'écho, c'est la plus grande avance en voix de l'histoire américaine à une élection de mi-mandat. Mais ça va encore au-delà de ça.

A l'heure actuelle, la victoire démocrate est du même ordre que celle de... 2008, quand ils avaient obtenu 53,2% des voix et 236 sièges. Sauf que 2008, c'était l'année d'élection d'Obama, et la plus grosse victoire électorale pour un parti depuis 1988. Une élection qui avait été qualifiée à l'époque d'historique à plus d'un titre. Là, sans l'effet d'entraînement de la présidentielle, les démocrates ont fait sensiblement aussi bien.

Ce qui signifie qu'ils ont fait nettement mieux qu'en 2006, quand ils avaient obtenu 52,3% des voix et 233 sièges. Et ça, c'est proprement exceptionnel. Tout simplement parce que les élections primaires de 2006, c'étaient les élections qui avaient vu la plus grosse victoire démocrate lors des élections de mi-mandat depuis 1986.

Et alors, en termes de sièges, ça prend encore une toute autre dimension.

Certes, le gain de 41 sièges est loin des performances républicaines de 2010 - gain de 63 sièges - ou de 1994 - gain de 54 sièges -, mais c'est normal : depuis 1960 et jusqu'en 2010, le schéma classique était à des gains modestes mais répétés côté Démocrates contre des gains ponctuels mais importants côté Républicains. Ainsi, les majorités démocrates chutaient brutalement, tandis que les majorités républicaines étaient "grignotées" petit à petit par les Démocrates. Et encore, certains gains importants des Républicains n'avaient pas suffi à conquérir une majorité, notamment en 1966 et 1980. À ce schéma, côté Démocrates, il n'y avait eu que deux exceptions : en 1964, lors de l'élection du Démocrate Lyndon B. Johnson à la présidence, qui avait été l'élection remportée le plus largement de toute l'histoire des États Unis, avec plus de 60% des suffrages populaires, et qui a vu un gain notable de 37 sièges à la Chambre côté Démocrates, et en 1974, lors des élections de mi-mandat qui ont suivi le Watergate, avec la plus grosse rouste jamais mise au Parti Républicain, lors de laquelle les Démocrates ont remporté 57,5% des voix, soit 17 points de plus que les Républicains, et ont progressé de 49 sièges. Dans une moindre mesure, 2006, 1982 et 2008 ont été des exceptions supplémentaires, avec des gains démocrates de respectivement 32, 26 et 21 sièges.

Mais les gains en sièges côté Démocrates cette année, de 41 à 43 sièges suivant l'issue des deux élections encore en jeu, placent d'emblée cette élection à la deuxième place des plus grandes victoires démocrates des 50 dernières années, juste derrière celle de 1974, sans pour autant qu'il y ait eu, cette fois-ci, de Watergate pour expliquer ce résultat.

Dans ces conditions, un peu difficile de parler de scrutin mitigé. Le Parti Républicain s'est effectivement pris une grosse branlée, d'autant plus que ses propres victoires ces dernières décennies font pâle figure à côté de celle-ci, vu qu'il n'a jamais atteint les 52% des suffrages populaires ni n'a obtenu plus de 7 points d'avance sur le Parti Démocrate.

Bref, le Parti Républicain avait dû ses plus belles victoires à un gerrymandering (découpage opportuniste) en sa faveur, qui amplifiait considérablement en termes de sièges des victoires somme toute limitées en termes de voix. Le Parti Démocrate a obtenu une victoire éclatante malgré un gerrymandering en sa défaveur qui a pourtant fortement freiné, en termes de sièges, sa victoire éclatante en termes de voix.

AVEZ-VOUS REMARQUÉ ?



RELAXE pour notre camarade Gérard Filoche

La honteuse accusation d'antisémitisme dont Gérard Filoche avait fait l'objet vient de tomber : Relaxe !

Le jury a suivi les réquisitions de la procureure. Les 9 parties civiles sont déboutées, renvoyées à leur mauvaise foi. C'est une vraie victoire.

Ce procès d'un militant de toujours non seulement de la cause sociale mais de l'anti-racisme aurait dû faire honte à ceux qui l'ont intenté. Réso peut s'honorer d'avoir eu le courage, hélas peu partagé, de s'être tenu aux côtés de notre camarade dès le départ. Nous lui adressons nos félicitations et lui faisons part de notre amitié.

PLACE AU DÉBAT

Déclarations et silences assourdissants !

Par Jean-Claude CHAILLEY



Lorsqu'on décide seul de tout

Lorsqu'on qu'on méprise les citoyens, qu'on ignore les élus.

Lorsqu'on rejette toute revendication syndicale, qu'on ignore les grèves et manifestations pacifiques, la colère finit par s'exprimer dans la rue, en dehors d'eux, et pas toujours de façon pacifique.

Jupiter louvoie mais « pas de changement de cap », voire aggravation.

Le SMIC n'est pas augmenté

Aucune contre-réforme n'est remise en cause

Pour noyer le poisson il annonce encore plus de « concertations »

I ORIGINE DE LA COLERE

► Le pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population a baissé

Evolution du revenu disponible entre 2008 et 2016 (en euros constants)

2008-2016	Décile de niveau de vie										
	Moyenne	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	6 ^{ème}	7 ^{ème}	8 ^{ème}	9 ^{ème}	10 ^{ème}
Euros	-440	-140	-320	-400	-510	-410	-480	+80	-120	-130	-2000
%	-1,2	-1	-1,6	-1,7	-2	-1,4	-1,4	+0,2	-0,3	-0,3	-2,2

Source INSEE.

Le décile N°1, c'est les 10 % ayant les plus bas revenus disponibles, le décile N° 10, c'est les 10 % ayant les plus hauts revenus disponibles.

Entre 2008 et 2016, le revenu disponible des ménages, y compris les couches moyennes et moyennes supérieures, a baissé – à l'exception d'une poignée (1 % ?) d'ultra riches aux fortunes en dizaines ou centaines de millions, ou en milliards.

D'où la colère généralisée, la suppression de l'ISF étant le symbole de sa politique.

► Il est devenu public que l'augmentation des taxes sur les carburants (montant 34 Md) et autres taxes « écologiques » avaient peu à voir avec l'écologie :

Pendant des années l'accumulation de taxes, notamment sur les carburants, perpétrée par les gouvernements de droite comme de « gauche » au nom de « sauver la planète qui brûle » a été acceptée. La colère a été grande lorsqu'il est apparu qu'il y avait tromperie.

Les discours sont une chose, les actes une autre :

- Casse du fret SNCF, fermetures de lignes SNCF, fermeture de services publics de proximité ...ont mis d'immenses colonnes de camions et de voitures sur les routes. ça entraîne des dépenses, des taxes, contraventions, péages... Double peine, triple peine !
- Les COP 21 et suivantes ne trouvent rien à dire – y compris la France – contre l'augmentation vertigineuse des peu écologiques dépenses d'armement exigées par les Etats Unis. Puis faute de budget on coupe sur les aides à la rénovation thermique des bâtiments...
- La concurrence « libre et non faussée », les accords de libre-échange, chers à l'Union européenne, entraînent les délocalisations, le dumping social, et les chaînes mondiales d'approvisionnement, accroissant exponentiellement le trafic aérien, les porte-containers, les camions...

Les taxes (voir ci-dessous) ont été détournées vers les aides aux entreprises, les dividendes.

II DANS UN SILENCE ASSOUDISSERT, TOUT POUR LE MEDEF !

Le Medef a l'intelligence de se faire discret. Il se cache derrière les petits patrons sur les barrages qui demandent toujours plus d'exonérations de cotisations et d'impôts, et derrière Macron qui exécute.

- ▶ **Il y a ceux qui paient de plus en plus d'impôts et taxes pour de moins ne moins de services publics.**
Les ménages, gilets jaunes ou non, constatent: les impôts, CSG, taxes, augmentent sans arrêt. Pourtant on coupe sur salaires, les prestations sociales, les retraites, on ferme les services publics, les Postes, les gares et lignes SNCF, les trésoreries, les hôpitaux, les maternités, l'enseignement... Le pouvoir d'achat baisse, 9 millions sont sous le seuil de pauvreté.
- ▶ **Il y a ceux qui paient de moins en moins d'impôts et dont la fortune explose.**
 - Il y a les ménages qui bénéficient de la suppression de l'ISF sur les capitaux.
Aggravation : E Macron vient d'y ajouter la « flat tax » pour ceux qui ont d'énormes paquets d'actions, la suppression de « l'exit tax » pour les évadés fiscaux...

Les dividendes atteindront 176 Md en 2018 ! (Le Figaro)

Les seules sociétés du CAC 40 -détenues à près de 50 % par des étrangers - verseront 100 Md

- ▶ **Tout pour que les entreprises puissent augmenter encore plus les dividendes**
 - En 2019 il y aura 65 Md d'exonérations et exemptions de cotisations sociales patronales (3 points de PIB et on fait semblant de lutter contre les déficits !).
 - Au total il y aura plus de 200 Md d'aides aux entreprises
 - Il y a près de 100 Md de fraude et évasion fiscales et sociales. La promesse de violer les règles de l'Union européenne en taxant (symboliquement ?) les GAFAs est peu crédible.

Aggravations, notamment contre la Sécurité Sociale, annoncées dans le discours d'E Macron du 10 décembre :

- Suppression de cotisations sociales sur les heures supplémentaires ex Sarkozy (qui en plus créent le chômage). Elles manqueront à la Sécu, donc à ses prestations
- **A la demande du Medef il y aura aussi des exonérations et des impôts en moins pour les primes des entreprises.** Il s'agit d'encourager le versement de primes à la place d'augmentations de salaire.
- **Au lieu d'augmenter le SMIC il fait une prime de 100 € (pas pour tous et pas 100 €) « gratuite pour l'employeur ».** Cette prime d'activité sera payée par de nouveaux impôts, donc par les salariés eux-mêmes

Ces mesures n'apportent aucun droit pour la retraite.

Retraites :

E Macron maintient la revalorisation des pensions à 0,3 % en 2019 et 2020, donc très au-dessous de l'inflation ! Il revient sur l'augmentation de la CSG pour une partie des retraités en principe jusqu'à 2000 € (à voir concrètement notamment pour les couples de retraités). **Même s'il y a un petit recul, il y aura baisse de pouvoir d'achat pour TOUS les retraité-e-s.**

▶ **Cette politique est-elle aussi efficace que Jupiter et le Medef nous le disent ?**

- **Le montant astronomique d'aides aux entreprises est contre-productif :** preuve la désindustrialisation, le déficit chronique de la balance commerciale, l'augmentation du chômage, de la précarité, la baisse du revenu disponible des ménages.
- **La France s'est effondrée au 19^{ème} rang de l'OCDE en PIB par habitant !**

La « Maitrise de la dépense publique » annonce de nouvelles coupes sur les services publics et la Sécu.

Macron décide de nouvelles exonérations de cotisations sociales – notre salaire qui est socialisé – et de nouvelles baisses des impôts sur les sociétés pour justifier de nouvelles coupes sur les hôpitaux, prestations sociales, services publics...au nom des déficits

Les moyens existent !

La protection sociale est excédentaire de 14 Md en 2018 et 20 Md en 2019. Ils servent à rembourser la dette (critère européen). Les 200 Md d'aides aux entreprises sont très excessifs.

Il vaudrait mieux les consacrer à la santé. aux retraites. aux services publics !

III DEFERLEMENT DE DEMAGOGIE ET « DEGAGISME »

Espérant qu'on les a oublié-e-s, certain-e-s ex ministres ou responsables politiques se livrent à une démagogie éhontée.

TOUS les partis de gouvernement, de droite comme de « gauche », ont mis en œuvre la politique que Macron aggrave, auxquels on doit ajouter le FN-RN qui sur le fond a la même politique au service du patronat.

Leur démagogie décrédibilise toute action politique. **Ils sapent les fondements de la démocratie, créent le « dégagisme », qui menace la démocratie.**

IV DANS UN SILENCE ASSOURDISSANT MACRON – BUZYN INSTRUMENTALISENT LES « PLUS DÉMUNIS « pour imposer leur nouveau modèle social : UN SOCLE MINIMALISTE, LE REVENU UNIVERSEL

► **« Accompagner les plus démunis » c'est la régression pour toutes et tous.**

Sur toutes les mesures, taxes ou tarifs qui flambent (gaz, électricité, essence, diesel, complémentaires, loyers, remplacement des voitures, des chaudières ...) il y a une réponse unique **« accompagner les plus démunis »**, avec une forte dimension de compassion chrétienne « pour les pauvres ».

- Pour les plus démunis lorsqu'il y a une aide, il reste quand même une dépense. On appauvrit donc les pauvres qui n'en peuvent déjà plus. D'où leur colère généralisée !
- Pour ceux qui ne sont pas classés « plus démunis », il n'y a pas « d'accompagnement » mais ils doivent tout accepter au nom d'une fausse égalité puisqu'on « accompagne les pauvres ». Basse manœuvre pour les appauvrir aussi. D'où la colère des couches moyennes !

► Leur nouveau modèle social c'est remplacer des droits de haut niveau, pour toutes et tous, par un socle. Et ensuite chacun se débrouille - ou non - dans la concurrence européenne et mondiale généralisée.

- C'est le modèle des USA, pays le plus puissant du monde, et pourtant aux inégalités et à la pauvreté insupportables. L'espérance de vie y diminue !
- **C'est le modèle de l'Union européenne**, notamment son « **socle européen des droits sociaux** ».

Ce socle a été adopté à l'unanimité le 17 novembre 2017. Quand on connaît la politique des différents gouvernements, de Macron, on peut être inquiet quant au niveau du « socle » vers lequel il faut converger.

Macron a fait une allusion discrète dans son discours à la « STRATÉGIE NATIONALE DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ » qu'il entend poursuivre.

- Pour Mme Buzyn il faut *« simplifier et rendre plus équitable le système des minima sociaux : vers un revenu universel d'activité qui se substitue au maquis des prestations »* en 2020.

Supprimer le « maquis des prestations », c'est supprimer toutes les prestations sociales actuelles, les remplacer par un « socle », le revenu universel « low cost ».

▪ **Leur « choc d'accompagnement » c'est tout accepter !**

Pour Mme Buzyn le « choc d'accompagnement » c'est : « *une refonte des minima sociaux (qui) doit les rendre plus incitatifs à l'activité, avec l'instauration de véritables engagements réciproques entre l'allocataire et la collectivité...* »

- **C'est la déclinaison des mini jobs, des jobs à 1 euro...L'obligation d'accepter n'importe quoi sous peine de perdre les prestations sociales.**
- **Ça va avec la réforme à point des retraites :** si on veut une retraite il faut accepter n'importe quel boulot même payé 30 % ou 50 % de moins, ça fera quelques points (dont la valeur n'est aucunement garantie).

▪ **Le « revenu universel...constituera à terme un nouveau filet de sécurité sociale »**

La suppression sans fin de cotisations sociales, les « aides » aux entreprises, mènent à « filet de sécurité sociale » minimaliste au lieu de prestations de haut niveau.

C'est le dépeçage de la Sécurité Sociale, de la protection sociale par les réformes systémiques des retraites, de la santé, du chômage, de l'enseignement, ...

Exemples :

- La Sécu verse des **indemnités journalières pour les arrêts maladie**, complétées par l'employeur...C'est un **remplacement du salaire**, ce qui est normal, c'est ça la Sécu. La mission Bérard-Oustric-Seiller propose d'octroyer un « **revenu forfaitaire** » à leur place.
- **Pareil pour l'indemnisation du chômage.** Les cotisations salariales disparaissant, **les droits disparaissent** avec. Les Echos du 10/11 fait état d'une proposition du MEDEF : » **un forfait qui pourrait être de 500 € qui pourrait être complété par un étage de cotisations patronales** », dont on peut gager qu'elles seront minimales.
- **Le SMIC – Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance – est dans le collimateur. Le pilonnage pour le remplacer par un revenu minimum est en cours.**
Les cotisations sociales ont été supprimées au niveau du SMIC, mais ça ne leur suffit toujours pas. Pour eux, le SMIC, les salaires, « sont l'obstacle à l'emploi ». Leur objectif, c'est de remplacer le SMIC par un revenu minimum. Le salaire pourrait donc baisser massivement. La compensation partielle se ferait ... par des primes payées par nos impôts.
Les 100 € de Macron s'inscrivent dans cette logique de destruction du SMIC.

▶ **La communication a été très travaillée, mais Emmanuel Macron n'a rien lâché !**

Il a même aggravé sa politique. Quant au coût, 10 Md, essentiellement au profit des entreprises, il faudra les récupérer : les critères européens c'est 0,5 % de déficit structurel c'est-à-dire hors aléas conjoncturels– donc bien au-dessous des 3 % - et 60 % de dette / PIB

Résistance Sociale se prononce pour une République sociale, démocratique, laïque, écologique.

- La politique menée par les gouvernements successifs, et notamment Macron, génère une colère légitime. Depuis notre fondation nous luttons contre ces politiques, nous proposons une alternative, la stratégie de rassemblement pour y parvenir.
- Il n'est pas vrai que les français ont voté pour cette politique: que Macron ait tous les pouvoirs avec 14 % des inscrits au 1^{er} tour est une atteinte à la démocratie unique en Europe.
- Nous dénonçons le mépris dont Macron fait preuve vis-à-vis des citoyens, des élus, des syndicats, mépris qui lui revient en boomerang.
- A la polarisation toujours croissante entre pauvres et ultra riches nous opposons **l'égalité républicaine, la convergence vers le haut, le respect des droits des salarié-e-s, retraité-e-s, privé-e-s d'emploi, la reconquête des services publics et de la Sécurité Sociale, le respect de la laïcité, une véritable transition écologique.**

COUP DE GUEULE

J'AI UNE FILLE

Par Nathalie BIANCO

J'ai une fille. Elle a 18 ans. Elle est magnifique, des jambes interminables, un regard de braise et un sourire (rare) mais ravageur. C'est compliqué d'avoir une fille. Quand je la vois sortir, en mini short ou bien avec un haut moulant, j'ai des bouffées de stress. Parce que, si mon cerveau rationnel et féministe me dit qu'une femme doit pouvoir toujours, s'habiller comme elle le veut, mon cœur de mère se serre de peur quand je la vois s'éloigner ainsi vêtue, insouciant et affolante gazelle. Alors, je compose, je feinte, je plaisante. Quand elle dit « j'y vais m'man », je réponds, goguenarde « tu t'habilles pas, avant ? » Je ruse, je l'inscris à des stages de self défense et de Krav Maga. Je négocie : « pas de mini shorts quand tu prends le TER le soir ». Je bénis secrètement le dieu météo quand vient le froid et je m'extasie sournoisement quand elle met une parka et un jean. Je ne peux rien faire d'autre. Vous non plus. Ce n'est pas à nous seuls de protéger nos enfants, c'est aussi à la société. Mais cette société, justement, ne fait pas le job. Elle a renoncé à nous aider à protéger nos filles, partout. A Cologne, en Allemagne, où on a conseillé aux femmes agressées « de se tenir à distance d'un bras » des hommes pour éviter les agressions, à Paris, dans le quartier de La Chapelle, où on suggère d'élargir les trottoirs pour lutter contre le harcèlement, à Telford, en Angleterre, où des milliers de très jeunes filles, issues de milieux pauvres et défavorisés ont été violées, prostituées tranquillement pendant des années par un gang pakistanais, sans que jamais les autorités locales ne réagissent par crainte d'être accusées de racisme... Et maintenant, lors d'un procès pour viol d'une mineure, cette plaidoirie des avocats, terribles : Le violeur, réfugié bangladais, n'aurait pas eu conscience qu'il violait la jeune fille car il n'avait pas « les mêmes codes culturels ». Alors, bien sûr, la plaidoirie n'est pas le reflet des motivations du jugement du tribunal, qui a acquitté ce jeune homme pour sûrement des raisons entendables. Mais j'aimerais comprendre comment, aujourd'hui, des avocats peuvent tranquillement miser sur ce type d'arguments surréalistes pour tenter de dédouaner leur client ?

Voilà où nous en sommes : au nom d'un relativisme culturel angélique et totalement déconnecté de la réalité du monde dans lequel nous vivons, on refuse d'admettre que certaines cultures sont plus violemment sexistes, patriarcales, machistes, homophobes et archaïques que d'autres. Et que, s'il est possible d'accueillir des réfugiés venant de ces pays, il convient de les accueillir dans de bonnes conditions,

c'est à dire en mettant en place des actions d'éducation et de prévention concrètes. Et qu'il convient aussi d'entendre l'inquiétude légitime des citoyens si ces conditions ne sont pas garanties. Sans les museler de méprisantes accusations de populisme et sans incessantes références « aux heures les plus sombres de notre histoire ». Au lieu de ça, partout, on nous envoie des signaux inquiétants : un planning familial défend l'excision au nom du respect des traditions communautaires, des élus de la République légitimentent un apartheid sexiste en demandant des horaires de piscines réservés aux femmes, pendant qu'on autorise le burkini à Rennes, on crée des espaces « non-mixtes » un peu partout, on invente des festivals de rock réservés aux femmes. On organise des « hijab days » ludiques à Science po, afin de banaliser auprès de nos futures élites ce symbole politique de l'infériorité des femmes. Des grandes marques se lancent dans « la mode pudique », des chaînes de magasins font des campagnes publicitaires avec des fillettes voilées. Et on nous bassine avec ce pseudo néo-féminisme intersectionnel, avec le féminisme musulman, l'afro féminisme, comme si les droits des femmes devaient se moduler selon leurs origines, comme si l'égalité que nous appelons de nos vœux était négociable en fonction de la religion, comme si un viol était moins grave selon l'ethnie du violeur... On instille tranquillement l'idée que les hommes et les femmes doivent vivre séparés, que les femmes, honteuses tentatrices impures, si elles tiennent à leur tranquillité doivent faire profil bas, être pudiques, modestes et rester entre elles. Je suis désolée si je mélange beaucoup de choses, j'écris sous le coup de l'énervement, et moi non plus, je n'ai peut-être pas toujours les « codes » pour avoir une analyse fine et complète. Mais ma colère de femme, de mère et mes mots maladroits de citoyenne valent bien le charabia pompeux des indigénistes et des sociologues gauchos-intellos qui ne manquent jamais de renvoyer avec mépris les gens comme moi à leurs obsessionnelles accusations de « stigmatisation » ou de racisme. Je sais juste que j'ai une fille. Que c'est compliqué. Que je l'ai élevée avec l'idée que rien n'était facile et parfait dans notre société, mais qu'elle serait au moins libre, indépendante et forte et que notre pays lui garantirait l'égalité des droits entre citoyens, quels que soient leur origine et leur sexe. Je refuse d'accepter la lâcheté de cette société et de nos politiques qui choisissent doucement mais sûrement de sacrifier nos valeurs universalistes sur l'autel du relativisme culturel.

J'ai une fille. Pas une proie.

ADIEU BERNARD

DERNIERE MINUTE : HOMMAGE A NOTRE CAMARADE BERNARD

Résistance Sociale est au regret de vous annoncer le décès de Bernard DEFAIX, un compagnon de combat, de réflexion et d'action.




Bernard aura lutté comme un lion jusqu'au bout pour les services publics, la justice sociale, l'égalité des droits. D'un humanisme débordant, il aura convaincu nombre de militants de la nécessité de converger pour la défense, le développement et la démocratisation des services publics.

Cette convergence, sa convergence, notre convergence, il l'a toujours voulue large, exemplaire, ancrée dans le quotidien, le réel, convergence des luttes dans la pensée et dans l'action, avec le concours des organisations syndicales, associatives, politiques.

Sa rigueur de pensée, sa générosité, son humilité n'auront eu d'égal que ses coups de gueule.

Toutes nos pensées vont à ses enfants et à sa compagne, notre amie, Janine qui aura partagé sa vie et son combat, notre combat.



RÉSISTANCE SOCIALE
« La République sera sociale ou ne sera pas ! »

*Marinette BACHE, présidente et le CA de Réso
vous présentent leurs meilleurs vœux pour 2019*

*Que cette nouvelle année soit
celle où l'aspiration populaire à plus de justice
et le mouvement social se rejoignent !*

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS